

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA SALLE SARL

La salle
14 route de la Garnerie
16370 Val-De-Cognac

Références : 2026_353_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007205141

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA SALLE SCEA implanté La salle 14 route de la Garnerie 16370 Val-de-Cognac. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale dit "coup de poing" sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA SALLE SARL
- La salle 14 route de la Garnerie 16370 Val-de-Cognac
- Code AIOT : 0007205141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 16/07/2020 à exploiter:

- des stockages d'alcool de bouche d'une capacité maximale de stockage de 4473 m3.

Il est classé sous la rubrique 4755 sous le régime de l'Autorisation.

- une distillerie composée de 21 alambics de capacité de charges totale de 690 hl et une capacité de production de 414 hl/j d'alcool pur.

Il est classé sous la rubrique 2250 sous le Régime de l'Enregistrement.

- une installation de préparation et conditionnement de vin d'une capacité annuelle de production de 60388 hl.

Il est classé sous la rubrique 2251 sous le régime de l'Enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, réalisée dans le cadre d'une action régionale dit "coup de poing" sur les produits chimiques, a permis de démontrer l'entière conformité du site sur les thématiques suivantes:

- Fiches de données de sécurité
- Mesures de maîtrise des risques
- Capacités de rétention des produits chimiques
- Produits incompatibles et réservoirs associés des rétentions
- État des stocks de produits chimiques

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : <u>Sur site, l'inspection a demandé la remise des 4 fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques suivantes:</u> - BASO AC 250: date de révision le 16/11/2022 ce produit est un détergent non CMR - INDAL P 35 SURACTIF: date de révision 16/11/2022 ce produit est un détergent, produits biocides (désinfectants) non CMR - BASO DETARTRE LIQUIDE: date de révision le 16/11/2022 ce produit est un détergent non CMR - PEROXYDE HYDROGENE 35% EN902 SA BIOCIDES: date de révision le 30/01/2023 ce produit est un détergent non CMR Il est à noter que l'exploitant ne détient et n'utilise sur site que ces 4 produits chimiques. <u>L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:</u> - les fiches de données de sécurité (FDS) sont tenues informatiquement sur le serveur commun de l'établissement - ces dernières et leurs mises à jour sont toutes en Français et sont toutes postérieures à 2020 - elles sont classées dans un classeur intitulé "sécurité des aliments" situé dans le bureau des distillateurs servant également de lieu de consultation pour les travailleurs - les salariés ont connaissance de l'existence de ce classeur et de la possibilité de le consulter via le livret d'accueil des nouveaux arrivants - à chaque mise à jour, Mme PISSOT, responsable QSE, informe les salariés oralement et en mettant un post it sur le classeur laissé ouvert en évidence
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre des prescriptions de la FDS et les mesures de maîtrise des risques mises en place sur le site par l'exploitant. <u>L'inspection a ainsi constaté:</u> - <u>Concernant la rubrique 5:</u> Mesures de lutte contre l'incendie Le site dispose comme moyens d'extinction: * d'un extincteur à poudre de 9kg situé à côté du local de stockage * 1 vanne d'eau à 30 m du local de stockage * 4 autres vannes d'eau situées dans un rayon de 100 m - <u>Concernant la rubrique 6 :</u> Mesures à prendre en cas de déversement L'exploitant indique ne pas faire d'épandage et n'avoir à ce jour jamais eu d'incident de type rejet dans l'environnement via un écoulement accidentel dans les égouts, rivières ou sols. - <u>Concernant la rubrique 7 :</u> Manipulation et stockage L'inspection constate que les produits chimiques sont stockés dans un local appelé "local à papy" situé à côté du chai camion qui ne contient que des barriques usagées en attente de réparation. <u>L'inspection constate, en outre, les éléments suivants:</u> * <u>Conditions et local de stockage :</u> <ul style="list-style-type: none">• stockage dans un local réservé exclusivement à cet usage• local aéré via des bouches d'aération situées en bas et en haut du local• local fermé à clé; la clé étant conservée par l'exploitant• affichage à l'entrée du local de l'interdiction de fumer, boire ou manger• la porte du local s'ouvre vers l'extérieur• les indications des fiches de données de sécurité sont prises en compte (température, incompatibilité...)• les installations électriques de ce local (IP 65) sont conformes à la norme NFC 115-100 (type IP5x) * <u>Rangement :</u> <ul style="list-style-type: none">• les produits sont conservés dans leur emballage d'origine (avec étiquette) jusqu'au moment de leur utilisation• les produits phytosanitaires sont rangés séparément des autres produits sur des étagères non inflammables• aucun produit n'est déposé à proximité des issues

- un extincteur à poudre ABC enfermé dans un coffret plastique est placé à l'extérieur du local et à 1m de ce dernier.
- les équipements de protection individuelle sont stockés dans le bureau "Production" de M. LAMBERT
- présence d'un rince œil et d'une douche situé dans la distillerie; lieu où sont utilisés les produits chimiques

Les mesures de maîtrise des risques prises par l'exploitant dans le cadre de la manipulation et du stockage des produits chimiques sont donc conformes aux recommandations de la FDS.

- Concernant la rubrique 13: Considérations sur l'élimination

L'exploitant indique à l'inspection que les récipients vides sont pris en charge par la société "ADIVALOR" qui fait partie d'une filière de recyclage des bidons et produits phytosanitaires non utilisables (PPNU).

L'exploitant présente les bordereaux de suivi des déchets à l'inspection.

Les récipients vides des produits chimiques présents sur le site sont donc éliminés comme un **produit déchet** dangereux et conformément aux recommandations de la FDS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection a constaté que les produits chimiques sont stockés individuellement au sein du local de stockage sur des palettes de rétention.

Ce local est, en outre, lui-même sous rétention dont le volume est égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir.

La capacité de rétention des produits chimique est donc conforme à l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection a constaté que les produits chimiques sont rangés selon leur toxicité. Ils sont stockés séparément sous rétention. Ils sont identifiés, étiquetés et conservés dans leur contenant d'origine. L'exploitant n'a pas identifié d'incompatibilité entre eux; la FDS n'en indique pas non plus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant <u>tient à jour un état des matières stockées</u> , y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour un état des matières stockées via un fichier Excel interne appelé "ENR QUA 07 - Listing des produits chimiques". L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks actualisé à date. Ce dernier est donc, de surcroît, en capacité de donner à tous moments au service du SDIS et en cas d'incident un état des stocks à jour.
Type de suites proposées : Sans suite